



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
DE BORDEAUX

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES

188, RUE DE PESSAC
CS21509
33062 BORDEAUX CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
POUR L'EXTENSION ET L'AMENAGEMENT DES LOCAUX ELSP DE LA MAISON
D'ARRET DE ROCHEFORT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Titulaire du marché	4
1.3	Catégorie d'ouvrages et nature des travaux	4
1.4	Enveloppe financière affectée aux travaux	4
1.5	Ne sont pas compris dans l'enveloppe financière affectée aux travaux	4
1.6	Mission et Contenu des éléments de mission	4
1.6.1	Éléments de mission	4
1.7	Conduite d'opération	5
1.8	Contrôle technique, SSI.	5
1.9	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	5
1.10	Mode de dévolution des travaux	5
1.11	Pièces constitutives du marché	5
1.11.1	Pièces particulières	5
1.11.2	Pièces générales	6
ARTICLE 2 : LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE (CCAG-MOE) APPROUVÉ PAR L'ARRÊTÉ DU 30 MARS 2021,		6
ARTICLE 3 : LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX (CCAG-TX) APPROUVÉ PAR L'ARRÊTÉ DU 30 MARS 2021, POUR TOUT CE QUI CONCERNE LE RÔLE DU MAÎTRE D'ŒUVRE EN PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX;		6
ARTICLE 4 : LES NORMES DE CONCEPTION DE LA SÉRIE NF EN 1990 À 1999 (EUROCODES) ET LEURS ANNEXES NATIONALES.		6
1.12	Notification	6
ARTICLE 5	T. V. A.	6
ARTICLE 6	FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	7
6.1	Fixation du forfait définitif de rémunération	7
6.1.1	Forfait initial	7
6.1.2	Modification du forfait initial	7
6.2	Dispositions diverses	7
ARTICLE 7	PRIX	7
7.1	Forme du prix	7
7.2	Mois d'établissement du prix du marché	7

7.3	Modalités de variation des prix	7
7.4	Clauses diverses	8
ARTICLE 8	RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	8
8.1	Acomptes	8
8.2	Délais de Paiement	8
ARTICLE 9	DÉLAIS ET PÉNALITÉS PHASES ETUDES ET DOE	9
9.1	Etablissement des documents d'études	9
9.1.1	Délais d'études et divers	9
9.1.2	Pénalités	9
ARTICLE 10	RÉCEPTION DES DOCUMENTS	10
10.1	Présentation des documents	10
10.2	Délais d'acceptation	10
ARTICLE 11	PHASE TRAVAUX	10
11.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	10
11.1.1	Délai de vérification	10
11.1.2	Pénalités pour retard	11
11.2	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	11
11.2.1	Délai de vérification	11
11.2.2	Pénalités pour retard sur décomptes généraux travaux	11
ARTICLE 12	COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	12
ARTICLE 13	CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	12
ARTICLE 14	TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	12
ARTICLE 15	SEUIL DE TOLÉRANCE	12
ARTICLE 16	COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX	12
ARTICLE 17	COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	14
ARTICLE 18	CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	14
ARTICLE 19	TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	14
ARTICLE 20	SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	14
ARTICLE 21	COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE	14
ARTICLE 22	PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE	14

ARTICLE 23	ORDRES DE SERVICE	14
ARTICLE 24	DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	14
ARTICLE 25	ACHÈVEMENT DE LA MISSION	15
ARTICLE 26	CLAUSES DIVERSES	16
26.1	Assurances	16
26.2	Arrêt de l'exécution de la prestation	16
ARTICLE 27	DEROGATIONS AU C.C.A.G - MOE	16

Chapitre I - GENERALITES

Article 1 Objet du marché. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour **l'extension et l'aménagement des locaux ELSP de la Maison d'Arrêt de Rochefort.**

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du présent marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le maître d'œuvre", sont précisées dans l'Acte d'Engagement.

1.3 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

La nature des travaux à réaliser appartient à la catégorie « **Réhabilitation ou nouvelle construction** »

1.4 Enveloppe financière affectée aux travaux

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le Maître d'ouvrage est précisée à l'article B1 de l'acte d'engagement.

1.5 Ne sont pas compris dans l'enveloppe financière affectée aux travaux

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) ;
- Les honoraires de Maîtrise d'Œuvre ;
- Les révisions de prix des marchés ;
- Les frais préliminaires (étude de sol et géomètre) ;
- Les honoraires du contrôle technique, du coordonnateur SPS et du coordinateur SSI ;
- Les équipements mobiliers autres que ceux demandés dans le programme.

1.6 Mission et Contenu des éléments de mission

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure **au livre IV de la partie réglementaire du CCP.**

Cette opération est dispensée de PC (R421-8 d du code de l'urbanisme) ou de DP. En revanche, elle doit être validée par la sous-commission de sécurité incendie avant le démarrage des travaux.

La mission confiée est la mission de base prévue à l'article R2431-4 du CCP complétée par les éléments DIAG et OPC (R2431-17 du CCP). (ou R2431-5 pour la réhabilitation)

Les modalités techniques d'exécution des éléments de mission sont celles précisées à l'annexe 20 du CCP.

1.6.1 Éléments de mission

DIAG	Etudes de diagnostic
ESQ/APS	Esquisse et Avant-projet Sommaire
APD	Avant-Projet Définitif
PRO	Projet
ACT	Assistance à la passation des contrats de travaux
VISA	Visa
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception
OPC	Ordonnancement, Coordination et Pilotage de chantier

1.7 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître d'ouvrage.

1.8 Contrôle technique, SSI.

Pour l'exécution du présent marché, le Maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé

Le maître d'œuvre devra tenir compte de l'ensemble des observations de ces intervenants tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.9 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de 'SPS' et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différent entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

En phase de conception, **le 'SPS' devra être associé aux études de maîtrise d'œuvre** dès la phase 'APS' pour intégrer dans le dossier de consultations des entreprises, les mesures à prendre en matière de 'SPS' qui seront mentionnées dans le PGC et le DIUO.

1.10 Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

1.11 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1.11.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE), ses annexes financières dont l'annexe relative à la rémunération des cotraitants ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes.
- les études de faisabilité

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions du code de la commande publique en vigueur à la date de remise des offres.

1.11.2 Pièces générales

Article 2 le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,

Article 3 le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de TRAVAUX (CCAG-TX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour tout ce qui concerne le rôle du maître d'œuvre en phase de réalisation des travaux;

Article 4 les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (EUROCODES) et leurs annexes nationales.

Les pièces générales ci-dessus sont celles en vigueur à la date de remise de l'offre.

4.1 Notification

Toutes les notifications entre tous les intervenants pourront être faites par échanges dématérialisés de messages électroniques sur les adresses mentionnées dans le présent CCAP et les actes d'engagements. Tous les intervenants s'engagent à accepter les accusés de réception de ce type d'échanges.

Article 5 T. V. A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Les montants TTC mentionnés dans les pièces du marché sont donnés à titre indicatifs. Ils seront établis définitivement lors de l'élaboration des pièces de règlement en fonction de la réglementation sur la TVA, sans nécessité d'établir d'avenant au marché.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la T.V.A.

Chapitre II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

Article 6 Forfait de rémunération

6.1 Fixation du forfait définitif de rémunération

6.1.1 Forfait initial

Le montant initial de rémunération (F) est forfaitaire.

Il rémunère les études et prestations indispensables à la conception de l'ouvrage et au contrôle de l'exécution des contrats de travaux.

Il est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la mission.

Il est indiqué dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo Etudes, figurant à l'acte d'engagement.

Ce forfait constitue le montant initial du marché.

6.1.2 Modification du forfait initial

Toute modification de programme ou de prestations décidée par le Maître d'Ouvrage fera l'objet d'une négociation avec la maîtrise d'œuvre, qui pourra entraîner la modification par avenant du forfait initial de rémunération (F).

L'avenant précisera, outre le nouveau forfait initial, le nouveau coût des travaux (provisoire ou marché selon qu'il intervient avant ou après la passation des contrats de travaux) sur lequel continuera de porter l'engagement de la Maîtrise d'Œuvre.

6.2 Dispositions diverses

Le Maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Un avenant, permettant de fixer le coût prévisionnel des travaux (C) sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre, sera établi dans le cadre de l'approbation des études d'APD.

Article 7 Prix

7.1 Forme du prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après

7.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le présent marché est établi sur la base des conditions économiques du mois Mo : **FEVRIER 2025**

La date de démarrage des prestations est fixée à la date de notification du marché.

7.3 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont révisibles.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'article C de l'acte d'engagement.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois Mo et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'index Ing au moment du paiement.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

7.4 Clauses diverses

Sans Objet

Article 8 Règlement des comptes du titulaire

Les acomptes et solde seront traités conformément à l'article 11 du CCAG de maîtrise d'œuvre.

8.1 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- 100% à la remise des études de diagnostic
- 100% à la remise de l'ESQ/l'APS
- 100% à la remise de l'APD/PRO
- 100% à la notification des marchés (ACT)
- Pour l'élément VISA, 50% à la fin de la période de préparation des travaux, le solde après VISA de la totalité des plans et documents et notes de calcul établis par les entreprises.
- Pour la DET et l'OPC, 85% de la rémunération s'opère par acomptes ventilés au prorata de l'avancement du chantier et 15% à la remise des décomptes généraux

Pour la mission AOR :

- 50% à la réception
- 25% à la levée des réserves et remise des DOE
- 25% à la fin de la GPA

8.2 Délais de Paiement

Le mode de règlement choisi par le Maître d'Ouvrage est le virement à **30 jours**.

Chapitre III – DELAIS – PENALITES POUR RETARD

Article 9 Délais et pénalités phases ETUDES et DOE

9.1 Etablissement des documents d'études

9.1.1 Délais d'études et divers

Les délais de réalisation de chacune des phases de la conception sont calculés à compter de la date de la notification de l'acceptation de la phase précédente et à compter de la notification du marché pour la première phase conjointe ESQ/APS.

La durée des différents délais d'études ou de tâches à effectuer est fixée à :

- DIAG : Etudes de diagnostics, **2 semaines**
- ESQ/APS : Esquisse et Avant-Projet Sommaire, **6 semaines**
- APD/PRO : Avant-Projet Définitif, **4 semaines**
- ACT : Rapport d'analyse des offres, **1 semaine** à compter de la remise des offres au mandataire
4 semaines pour remise DCE modifié si l'ouverture des plis 'travaux' est globalement infructueuse (total des offres mieux disantes par lot > (coût prévisionnel des travaux x 1,05).
- VISA : **5 jours** à compter de la réception des documents à viser
- DET : **5 jours** pour l'analyse des éventuels devis modificatifs établis en phase travaux par les entreprises.
5 jours pour contrôle des projets de décompte et établissement des états d'acomptes travaux
5 jours pour contrôle des projets de décompte final et établissement des décomptes généraux
- DOE : **2 semaines** à compter de la date de notification de la réception aux entreprises

Ces délais sont susceptibles de faire l'objet d'une mise au point avec l'attributaire.

9.1.2 Pénalités

Par dérogation au 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'y aura pas de seuil d'exonération de pénalités.

– Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article 9.1.1 du présent CCAP, le maître d'œuvre encourt les pénalités de 300 € HT par jour calendaire par dérogation à l'art 16.2.3 du CCAG-MOE.

Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs :

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 300 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 500€ HT par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de non transmission des comptes rendus de chantier 48h minimum avant la tenue de la réunion suivante, il sera appliqué une pénalité de 300€ HT par compte-rendu non diffusé.

Article 10 Réception des documents

10.1 Présentation des documents

Les documents d'études sont remis par le titulaire au Maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-dessous précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Document	Nombre d'exemplaires
- DIAG	1 format papier + 2 fichiers informatiques dont 1 PDF et 1 DWG
- ESQ/APS	1 format papier + 2 fichiers informatiques dont 1 PDF et 1 DWG
- APD/PRO	1 format papier + 2 fichiers informatiques dont 1 PDF et 1 DWG
- Dossier des Ouvrages Exécutés	1 format papier et 1 sous format informatique exclusivement Word, Excel, Pdf et DWG

Le Maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

10.2 Délais d'acceptation

La décision par le Maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

- DIAG : **1 semaine**
- ESQ/APS : **1 semaine**
- APD/PRO : **1 semaine**
- Dossier des Ouvrages Exécutés : **2 semaines**

Délais qui courent à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Les délais indiqués ci-dessus pourront être prolongés en cas de nécessité de consultation de services extérieurs. Cette prolongation fera l'objet d'une décision de la Personne Responsable du Marché notifiée au titulaire avant l'expiration des délais ci-dessus.

Article 11 Phase travaux

11.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le titulaire doit procéder :

- À la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux.
- A l'établissement des états d'acomptes correspondant aux projets de décomptes.

11.1.1 Délai de vérification

Le délai de vérification et de transmission au conducteur d'opération des documents ci-dessus (projets vérifiés et états d'acompte) est fixé à **5 jours** à compter de la date de réception des projets de décompte 'entreprises'.

11.1.2 Pénalités pour retard

Si du fait du retard imputable au titulaire, le maître de l'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors au moins égale au montant de ces intérêts moratoires.

11.2 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le titulaire vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par les entrepreneurs conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le titulaire établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le projet de décompte général.

11.2.1 Délai de vérification

Le délai pour la vérification du projet de décompte final ainsi que pour l'établissement et la transmission au Maître d'Ouvrage du projet de décompte général est de quinze (15) jours à compter de la réception du projet de décompte final.

11.2.2 Pénalités pour retard sur décomptes généraux travaux

Si du fait du retard imputable au titulaire, le Maître d'Ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors au moins égale au montant de ces intérêts moratoires.

Chapitre IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 12 Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée au-dessus.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'ouvrage de l'élément APD, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel des travaux.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître de l'ouvrage est inférieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel.

Article 13 Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 fixé à l'article C de l'acte d'engagement.

Article 14 Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Article 15 Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

Article 16 Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût (coût de référence) des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est obtenu en multipliant la somme des montants des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement défini ci-après :

$$\text{Le coefficient de réajustement sera pris égal à : } \frac{\text{Index BT01 (Mois } M_0 \text{ études)}}{\text{Index BT01 (Mois } M_0 \text{ Travaux - 3)}}$$

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux et demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre

sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans un délai de 21 jours à compter de la notification de la décision du maître d'ouvrage sur le résultat de la consultation 'travaux'.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai d'une semaine à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

Chapitre V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 17 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Article 18 Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 des marchés de travaux.

Article 19 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 3 %.

Article 20 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'Article 19.

Article 21 Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage, après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base (en valeur Mo Travaux), des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 22 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'Article 20, le titulaire supporte une pénalité égale à 15 % du montant de la rémunération correspondant à l'élément DET.

Article 23 Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission DET, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et notifiés aux entreprises.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service ayant une incidence financière et sur les délais sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Les OS de démarrage d'arrêt et de reprise des travaux sont réalisés par la maîtrise d'ouvrage.

Article 24 Direction de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre, qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Article 25 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre du présent marché s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » (prévu à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Chapitre VI – RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 25 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance.

Dans ce cas, le décompte de liquidation est opéré dans les conditions visées à l'article 32 du CCAG-MOE.

Article 26 **Clauses diverses**

26.1 **Assurances**

Le maître d'œuvre doit être titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.6 et 2270 du Code Civil.

Le maître d'œuvre doit également être titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de l'exécution de sa mission.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché le maître d'œuvre devra fournir les attestations d'assurance correspondantes justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les garanties sont en rapport avec l'importance de l'opération.

26.2 **Arrêt de l'exécution de la prestation**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission mentionnés à l'article 1.4 du présent CCAP.

Article 27 **Dérogations au C.C.A.G- MOE**

Toutes les clauses du présent CCAP prévalent sur les clauses générales du CCAG-MOE, même en cas de dérogation, sans obligation d'être répétées au présent article.